

Stopper la pénurie organisée des personnels enseignants, une urgence

- 4 à Besançon, -7 à Amiens, -11 à Grenoble, -14 à Nancy-Metz, -62 à Paris... Le nombre d'académies en déficit de postes après les résultats du concours externe du CRPE va en grandissant. En Guyane, les résultats ne sont pas encore connus mais le nombre d'admissibles est déjà inférieur au nombre de postes proposés. A Versailles, ce sont 1006 postes qui sont perdus et 660 à Créteil, soit deux à trois fois plus que l'an dernier!

Dans toutes les autres académies, le nombre d'admis est insuffisant. Le recours à la liste complémentaire est nécessaire, le ministère doit l'autoriser de toute urgence.

Baisse drastique du nombre de candidates et candidats alliée à la hausse des demandes de rupture conventionnelles et de démission, la démonstration n'est plus à faire de la perte brutale d'attractivité du métier de PE. Cela résulte d'une politique délibérée du ministère faite de déclassement salarial, d'aggravation des conditions de travail, de déconsidération professionnelle et de dégradation de la formation initiale sur fond de volonté de développer les personnels contractuels au détriment des personnels fonctionnaires.

On sait d'ores et déjà que le recours aux personnels contractuels ne suffira pas. En attendant, si ce recours aux personnels contractuels s'avère incontournable, compte tenu de l'urgence, cela doit s'assortir de modules de formation dès cette année et la possibilité doit leur être offerte de passer un concours réservé spécifique pour la rentrée 2023 suivi d'une année de formation initiale pour leur titularisation.

Ce sont une fois de plus les élèves des familles populaires, ayant le plus besoin de l'école, qui subissent le plus fortement cette dégradation du service public d'éducation. Il est urgent de changer radicalement de politique.

Le SNUipp-FSU appelle à augmenter significativement les salaires, à améliorer les conditions de travail comme l'entrée dans le métier et à mettre en place des pré recrutements afin d'élargir les viviers de candidates et candidats aux concours de recrutement, de sécuriser les parcours et de démocratiser l'accès au métier. Les personnels et le service public d'éducation ont besoin de reconnaissance et de respect!

Un message fort que le syndicat portera rue de Grenelle lors de l'audience programmée avec le ministre mercredi 29 juin.